Sustainable Reintegration for Peace in Burundi.

Increasing protection, resilience and social cohesion at community level in the major areas of return to support the sustainable reintegration of returnees in Burundi and promote peace

RAPPORT DE L'ATELIER DE REVUE ANNUELLE

Gitega, 16-17 octobre 2019

1. Ouverture de l'atelier

a. Points forts du discours d'ouverture/(DGRRR)

- Le rapatriement débuté en 2017 avec les réfugiés burundais vivant en Tanzanie continue ;
- Recommandation de la tripartite de mars 2018 : rapatrier 2000 personnes par semaine, à raison de 1000 personnes par convoi ;
- Bon ciblage et appréciation du progrès vers l'obtention des résultats : prise en compte de l'égalité des genres ; bonne mise en œuvre des plans de travail ;
- Identification des bonnes pratiques et leur rationalisation
- Souhait de l'identification des leçons apprises et formulation de recommandations
- Remerciements et félicitations aux Agences récipiendaires des fonds pour le projet malgré les défis rencontrés dans la mise en œuvre

2. Le concept de réintégration et place du projet dans la réintégration au Burundi (DGRRR)

a. L'accueil des rapatriés

- Débuté en 2017 le rapatriement des réfugiés burundais de Tanzanie continue. Il y en a qui rentrent d'autres pays comme le Kenya, la RDC...
- les rapatriés reçoivent l'assistance (des vivres et non vivres, de l'argent) au centre de transit où ils sont accueillis avant d'être transportés jusqu'à leurs domiciles. Ils y reçoivent également une « Attestation de reconnaissance de Rapatriement » qui est un document de protection juridique et d'assistance, leur permettant d'accéder aux services publics et sociaux de base.

b. Réintégration

- Une stratégie nationale de la réintégration de personnes sinistrées existe depuis 2017
- La réintégration est un processus multisectoriel et prend en compte tous les volets de protection et d'assistance. D'où :
- Un exercice de monitoring de protection et de réintégration est initié et conduit par le HCR.

Il permet d'apprécier le degré d'accès par les rapatriés aux droits, aux services sociaux de base, à la documentation, etc.

- Une ligne budgétaire « Appui au processus de rapatriement » existe au niveau du Gouvernement pour l'appui des rapatriés dans 10 communes qui en accueillent un grand nombre ; et un paquet d'assistance en riz, houes et tôles leur a été déjà donné
- Cette assistance s'accompagne de la sensibilisation à la cohésion sociale, cohabitation pacifique des rapatriés et les communautés d'accueil
- Les biens des rapatriés ont été gardés dans les communautés et constituent la base du commencement d'une nouvelle vie après l'exil
- Pour appuyer les efforts du Gouvernement d'autres acteurs sont invités à s'impliquer

3. Réalisations du projet

- a. Réalisations relatives à la **protection** des personnes vulnérables :
- Inscription de 275 enfants (141 filles et 134 garçons) à l'État Civil
 - Accompagnement de 308 personnes à besoins spécifiques dont 257 femmes/filles et 51 hommes/garçons à travers l'appui psychosocial et visites (750) à domicile
 - Référencement aux Centres de prise en charge globale (Kirundo et Gitega) de 56 cas de personnes ayant souffert des abus et/ou violences (y compris sexuelles) et appui en matériels à ces 2 Centres.
 - Formation à 800 acteurs communautaires (280 femmes et 520 hommes) sur : protection, droits de l'enfant, lutte contre les VBGs et schéma de référencement, sensibilisation de 1.275 personnes (685 femmes et 410 hommes) sur les mêmes thématiques
- b. Réalisations relatives à la **Cohésion Sociale** entre les rapatriés et les communautés hôtes :
- Organisation par le projet de rencontres sportives entre retournés et populations hôtes en vue de renforcer la cohésion sociale
 - Aménagement d'un Terrain de basketball et d'un terrain de Volleyball modernes
 - Construction des tribunes sur les terrains de football de 2 zones différentes au sud du pays
 - Participation de 665 personnes à des activités sportives organisées
 - Construction d'une salle polyvalente : les populations l'utilisent pour des activités variées
 - Construction d'un Centre de lecture et d'animation culturel (CLAC)
 - Réhabilitation d'une bibliothèque communale
 - Formation de 800 acteurs communautaires sur les structures communautaires et la réconciliation
 - Sensibilisation de 1.220 personnes sur le rapatriement et la cohésion sociale
 - Discussions/échanges mensuelles impliquant 60 leaders communautaires
 - Formation de 95 personnes sur la gestion et la prévention des conflits ainsi que sur le leadership
 - Soutien par les volontaires des business clubs à 35 familles vulnérables à travers des travaux communautaires
 - Organisation de 4 Folklores traditionnels de cohésion sociale dans les 4 communes
 - Mise en place de 22 clubs de paix de jeunes rassemblant rapatriés et hôtes, garçons et filles
 - Renforcement des capacités de 200 agents de changement sur des thématiques variés en rapport avec la résolution pacifique des conflits et la cohésion sociale
 - Organisation de 8 dialogues communautaires dans les localités d'intervention du projet
 - Organisation de 16 Chantiers de paix (fabrication de briques, réhabilitation de ponceaux, curage de caniveaux.....)

Chantier de paix

- c. Réalisations relatives à l'**accès à l'Éducation** des enfants et filles vulnérables et rapatriés :
- Distribution de kits scolaires à 1.285 enfants
 - Appui à 94 enfants (62 filles et 32 garçons) à besoins spécifiques en matériel spécialisé
 - Sensibilisation de 2.000 personnes sur l'accès à l'Éducation
 - Fabrication de 120 bancs pupitres en faveur d'une école
 - Réhabilitation de 9 salles de classe dans 2 écoles différentes

Réhabilitation de salles de classe

- d. Réalisations relatives **l'autonomisation et accès à un revenu** (jeunes et femmes vulnérables) :
- Distribution de Cash à 125 femmes et leur formation en gestion financière
 - Financement et/ou développement d'AGRs en faveur de 100 femmes et 80 jeunes, suivi et formation
 - Formation à 80 jeunes en analyse sociale, entrepreneuriat, développement de projet et communication
 - Création d'emplois à travers des activités comme la réhabilitation de pistes rurales (76 km), aménagement des pépinières agroforestières, etc.
 - Renforcement des capacités et compétences en faveur de jeunes et femmes chômeurs (625 : rapatriés et membres des communautés d'accueil)

Elevage de petits bétails

- e. Réalisations relatives à **l'accès à la Santé, l'hygiène et l'assainissement**
- Construction de 22 latrines écologiques en Écoles et autres espaces publics
 - Réhabilitation de 10 toilettes de l'hôpital public de Gisuru (avec aménagement d'une grande fosse sceptique)
 - Distribution de kits de dignité à 205 jeunes filles
 - Aménagement de latrines publiques :52 trous
 - A ssainissement des sentiers communautaires :15.875 km
- f. Réalisations relatives à **l'agriculture et la sécurité alimentaire**

- Distribution d'intrants agricoles de base de qualité comprenant le haricot, cordes de patate douce et autres semences, les houes, etc. (1500 ménages vulnérables par commune: rapatriés et communauté hôte)
- Appui à 15 AGRs (d'un total de 419 ménages) exerçant dans l'apiculture, myciculture, la pisciculture, le maraîchage et le petit élevage
- Traçage de courbes de niveaux (18.965km)
- Mise en place et entretien de pépinières arbustes : 10438 plants
- Distribution de la farine de manioc

4. Principaux défis

- Extrême pauvreté dans la plupart des ménages dans les communautés
- Divergence entre intérêts politiques et l'action humanitaire d'où mésentente entre les autorités provinciales et les partenaires lors de démarrage d'un projet nouveau :
- Enormités des besoins au sein des communautés hôtes vs faiblesse de budgets pour répondre
- Situation structurelle de besoin (profond) d'assistance légale
- Faible couverture spatiale du projet
- Représentativité des genres
- Laisser pour compte des retournés spontanés.
- Effets des aléas climatiques sur la saisonnalité
- Faible taux d'alphabétisation des participants et ainsi faible capacité de beaucoup de bénéficiaires à pouvoir gérer une AGR
- Inégalité des sexes/genres encore perceptible au niveau de la participation communautaire
- Faible disponibilité des semences certifiées
- Défis de ciblage; exemple : certaines catégories peuvent être moins impliquées (comme la jeunesse) par le projet

5. Leçons apprises

- Entreprendre des actions et services qui bénéficient toute la communauté (rapatriés et hôtes) et les développer ensemble en collaboration étroite entre les partenaires, l'administration et les acteurs leaders sociaux, leaders religieux, les organisations locales, les écoles et autres locaux a renforcé la confiance aux seins de la communauté et le succès des activités réalisées. C'est une dimension essentielle pour faciliter la cohésion sociale et la réconciliation ;
- L'aide légale en faveur des populations vulnérables est un appui inimaginable dans la résolution du problème d'accès à la justice pour ces populations ;
- Dans un contexte fragile comme celui du Burundi, les activités à haute intensité de main d'œuvre sont un catalyseur de cohésion sociale et d'amélioration de la résilience des ménages.
- La réhabilitation des pistes conduisant vers la Tanzanie a facilité les échanges entre les populations des deux pays.
- Dans un projet d'appui à la réintégration pour la paix, l'identification des retournés et des populations hôtes comme bénéficiaires dans un même projet est un socle de la cohésion sociale et de la réhabilitation de la paix et surtout de la réintégration des retournés
- Les personnes qui avant le début du projet se regardaient en chien de faïence ont amélioré leur cohabitation grâce aux travaux de réhabilitation des infrastructures

communautaires menés ensemble et le même montant qu'ils ont perçu et amélioré leurs conditions socio-économiques.

- Les enfants en qui avaient abandonné l'école ont pu regagner les chemins de l'école grâce à l'amélioration des conditions de leurs familles (matériel scolaire, alimentation suffisante, etc.).

6. RECOMMANDATIONS

1. Mieux construire le plaidoyer de mobilisation des fonds pour contribuer à la réintégration des rapatriés
2. Appuyer les rapatriés et membres de la communauté d'accueil avec des semences, des petits bétails et des matériels pour les activités génératrices de revenu directement dans le cadre d'incubation des entreprises
3. Promouvoir la création et l'appui des associations/groupements plutôt que de miser sur des appuis de bénéficiaires individuellement isolés
4. Impliquer les autorités locales dans les visites de coaching, suivi et évaluation des projets/AGRs des bénéficiaires
5. Créer un fonds de suivi aux administratifs et les encourager à suivre, appuyer, encadrer pour pérenniser les acquis des projets
6. Encourager la collaboration entre les agences des NU, leurs partenaires d'exécution, les autorités locales et les bénéficiaires des projets pendant l'élaboration et l'exécution des Projets
7. Adopter avec toutes les parties prenantes aux projets les stratégies de pérennisation des acquis
8. Promouvoir la visibilité des activités de cohésion sociale au niveau communautaire et nationale
9. Faire le suivi pour voir si les enfants rapatriés ont réintégré l'école
10. Mener du plaidoyer auprès des autorités pour faciliter l'accès aux documents administratifs
11. Tenir en compte les équilibres sociaux dans le ciblage afin de renforcer la cohésion sociale
12. Mettre en place une stratégie de protection des semences au risque que les bénéficiaires les consomment au lieu de planter
13. Proposer l'extension du projet pour atteindre le maximum de bénéficiaires non touchés par les interventions actuelles du projet

Terrain de jeux (basketball)

Folklore/danses traditionnelles